

Le: 23 AVR. 2024

## CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT ENTRE LA COLLECTIVITÉ DE SAINT-MARTIN ET L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE SAINT-MARTIN

Entre :

La **Collectivité de Saint-Martin**, représentée par son Président, Monsieur Louis MUSSINGTON agissant en exécution de la délibération n° CE ..... du conseil exécutif en séance du .....

Ci-après dénommée **la Collectivité de Saint-Martin**

Et

L'**association Société d'histoire de Saint-Martin**, représentée par son président en exercice Monsieur GUMBS Serge régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée en préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, le 4 novembre 2023 sous le numéro SIRET 2430042900017 RNA : W9G3005159 dont le siège social est à : Appt 1 les jardins du CMA, lot 47, Mont Vernon 2, 97150 Saint-Martin.

Ci-après dénommée **l'association**

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Collectivité de Saint-Martin et de l'association.

### Article 2 : Obligations des parties

L'association s'engage à réaliser les actions de recherches suivantes sur l'histoire de Saint-Martin :

- **Fonctionnement**
- **Recherches archives Guadeloupe**
- **Recherches archives Saint Kitts**
- **Recherches archives Aix-en-Provence**

L'association s'engage à indiquer dans sa communication que son action bénéficie du soutien de la Collectivité de Saint-Martin. Elle s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité les documents produits dans le cadre de ses recherches et à organiser des ateliers sous forme de conférences, d'émissions radio etc, afin de sensibiliser sur le public à l'histoire de Saint-Martin. L'association s'engage à verser aux archives territoriales de la Collectivité une copie numérique ou imprimée de l'ensemble des documents numérisés dans les archives de

Guadeloupe, Saint Kitts, Aix-en-Provence ou de toute autre archive extérieure au territoire de la Collectivité.

L'association s'engage à informer la Collectivité, des modifications de cette action, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des articles 5, 8 et 9 de la présente convention.

De son côté, la Collectivité de Saint-Martin s'engage à soutenir financièrement, par une subvention affectée, l'action décrite ci-dessus. Cette subvention s'inscrit dans le cadre de la politique de la Collectivité de Saint-Martin à soutenir les initiatives associatives.

### **Article 3 : Montant de la subvention**

Sur la base d'un budget prévisionnel global de l'ensemble des actions qu'elle compte mener pendant la durée de l'exercice 2024 dont le montant s'estime à 38 060,00 € et pour lequel elle a sollicité une subvention d'un montant de 33 060,00 €, la Collectivité de Saint-Martin s'engage à soutenir l'association pour la réalisation des actions décrites à l'article 2 ; et ce, par le versement d'une subvention d'un montant de **vingt-sept mille neuf cents euros (27 900.00€)**.

### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

La subvention sera versée à la suite de la signature de la présente convention et au vu du budget détaillé de l'action et sur le compte bancaire suivant :

QONTO

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N COMPTE	CLE
16958	00001	22423002662	73

### **Article 5 : Sanctions**

La Collectivité de Saint-Martin pourra suspendre ou diminuer les versements ou demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, dans l'un des cas suivants :

- Non-exécution de la convention par l'association,
- De procéder à toute Modification substantielle ou report, sans l'accord écrit de la Collectivité de Saint-Martin, des conditions d'exécution de la convention par l'association,
- En cas de résiliation telle que prévue à l'article 9 de la présente convention.

### **Article 6 : Contrôle**

Conformément à l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association s'engage à fournir à la Collectivité de Saint-Martin une copie certifiée de ses comptes de l'exercice sur lequel s'est porté la subvention, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité (notamment, un rapport d'activité, un dossier de presse, le nombre

de licenciés ou tout autre document permettant de connaître les résultats de l'activité de l'association), ainsi que les rapports produits par le commissaire aux comptes le cas échéant (rapport général et rapport spécial ainsi que les conventions réglementées afférentes).

L'association s'engage à justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tiendra sa comptabilité à la disposition de la Collectivité. A ce titre, la Collectivité peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Collectivité.

#### **Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention prendra effet à compter de la date de la dernière des signatures et se terminera le 31 décembre 2024.

#### **Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention cadre, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2 de la présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

##### **9-1 : Résiliation en cas d'inexécution de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

##### **9-2 : Résiliation en cas de motif d'intérêt général**

La Collectivité de Saint-Martin pourra également résilier la convention pour tout motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Saint-Martin en deux exemplaires, le

Pour la Collectivité de Saint-Martin,

Le Président du Conseil Territorial

**Louis MUSSINGTON**

Pour l'association  
**Société d'histoire de Saint-Martin**

Le Président

**GUMBS Serge**

